

## **Mobilisé·es face aux inégalités et discriminations**

Cette rentrée est, pour la seconde année consécutive, marquée par les conséquences d'une forte inflation persistante et les effets du réchauffement climatique.

Au niveau mondial, pour y faire face, c'est sans doute aux États-Unis que la question salariale est revenue sur le devant de la scène avec le plus de force. Une grève du syndicat UAW est lancée conjointement dans trois usines de Détroit, chez Ford, Stellantis et General Motors, pour exiger 40 % de hausse de salaires. Ce mouvement sans précédent récent montre que le partage de la valeur produite est une bataille syndicale et politique de premier plan rassemblant internationalement les travailleuses et les travailleurs. Cette grève doit recevoir une solidarité syndicale internationaliste sans faille.

Dans l'Union européenne, les néolibéraux les plus dogmatiques l'emportent au sein de la BCE et impose des restrictions monétaires historiques au détriment de l'emploi et des investissements, à l'exception des secteurs militaro-industriels. Alors que l'agression russe en Ukraine se prolonge, la solidarité avec le peuple ukrainien, parfois remise en cause, reste indispensable et doit être poursuivie, y compris sur le plan syndical.

En France, le patronat engrange des profits records, les bénéfices des sociétés du CAC 40 ont dépassé au premier semestre le précédent de l'an dernier. Ces superprofits toujours plus exorbitants sont nourris par les aides publiques et autres cadeaux fiscaux aux entreprises accumulés au fil des années, mais également par la hausse des prix de vente qui contribue à renforcer l'inflation, notamment dans l'alimentation et le secteur pétrolier. L'inflation à laquelle est confrontée très durement la

population est nourrie par cette boucle « profits-prix ». A la veille de la présentation du PLF, le gouvernement s'obstine dans une politique pro-capital, refusant toute taxation des superprofits et plus globalement toute mesure de justice fiscale comme toute mesure salariale conséquente.

### **Ravages de l'inflation**

Selon les données de la Dares et de l'Insee, l'indice des prix harmonisé a progressé depuis juillet 2021 de 13,4 %, tandis que le salaire moyen de base a, lui, augmenté sur la même période de 6,8 %, soit un décalage cumulé de 6,6 points. Cet appauvrissement généralisé se traduit concrètement par le recours accru aux associations d'aide alimentaire et quelques chiffres sans appel comme l'enquête de l'Ifop pour l'association d'entraide étudiante Cop1 qui montre que plus d'un tiers des étudiant·es saute souvent ou de temps en temps un repas par manque d'argent, ou celle du baromètre Ipsos/Secours populaire qui révèle que 32% des Français·es ont des difficultés à se procurer une alimentation saine permettant de faire 3 repas par jour. L'accès au logement est également de plus en plus difficile, comme le rappelle la manifestation du 30 septembre appelée par la plateforme « logement pour tou·te·s » dont fait partie la FSU. Le baromètre national de la Fédération des Acteurs de Solidarité et de l'Unicef indique qu'il y a deux fois et demi plus de familles avec enfants de moins de 18 ans qui déclarent avoir dormi à la rue tandis que de nouvelles fermetures de places en hôtel social sont fermées par les préfetures. Les plus précaires subissent et subiront encore davantage cette situation sociale dégradée.

## **Après les révoltes dans les banlieues**

A ces inégalités salariales et sociales s'ajoutent pour une partie de la population de fortes inégalités territoriales. Tout d'abord celles subies dans les quartiers populaires qui étaient au cœur de la flambée de révoltes de la jeunesse des banlieues du début de l'été, suite au meurtre de Nahel par un policier, qui s'ajoute à la longue liste des violences policières. Des révoltes fortement réprimées par un dispositif policier hors-norme et violent ainsi que par une justice d'exception. Pourtant, les habitant·es de ces quartiers subissent un cumul détonnant d'assignations résidentielles, scolaires et d'emplois, de discriminations et de violences répétées de la part de la police, de dégradations d'accès aux services publics et de racisme systémique. Inenvisageable de refermer le couvercle en attendant la prochaine explosion sociale ! C'est pourquoi les marches du 23 septembre contre le racisme systémique, contre les violences policières et pour les libertés publiques étaient importantes. L'arc unitaire à l'origine de cette journée est assez inédit en rassemblant le mouvement social classique, avec notamment le syndicalisme de transformation sociale mais également le mouvement écolo, une majeure partie des forces de gauche et, surtout, des associations et collectifs de quartiers populaires. Un arc unitaire à préserver, à encore élargir et à faire perdurer pour mener un travail de longue haleine pour imposer une société humaine et solidaire et faire reculer les idées d'extrême-droite.

Une extrême-droite dont le discours sur l'immigration résonne dans celui du projet de loi à venir du gouvernement comme dans la situation faite aux exilé·es par l'Union européenne, à Lampedusa notamment.

A plusieurs milliers de kilomètres de Paris, une autre relégation territoriale est flagrante avec les coupures d'eau subies à Mayotte par la population deux jours sur trois, illustrant l'infrastructure défailante pour la distribution de ce bien commun vital exacerbée par la forte sécheresse.

## **Bifurquer écologiquement et socialement**

Une sécheresse intense qui, comme les autres phénomènes climatiques extraordinaires, tend à devenir ordinaire. Sur ce terrain de l'écologie, loin de passer à l'action, Emmanuel Macron

tourne la page de la communication et du greenwashing pour s'allier avec les gouvernements européens les plus conservateurs et demander une pause dans le Green Deal européen. Les mêmes qui refusent toute répartition des richesses, toute augmentation de salaires prétextent privilégier le « pouvoir d'achat » pour justifier leurs politiques écocides.

En France, le plan de planification se refuse à toute remise en cause du modèle économique néolibéral dominant et de la primauté des profits. Et alors que la sécheresse s'installe, les mesures pro agrobusiness et l'accaparement de l'eau sont un symbole de la politique de ce gouvernement et de ses alliés, la FNSEA en tête.

La récente canicule de fin d'été a une nouvelle fois mis en lumière les fortes inégalités face à ces phénomènes avec des espaces verts bénéficiant aux plus riches tandis que les classes populaires sont fréquemment assignées dans des espaces minéralisés et des logements mal isolés accentuant encore le phénomène des « îlots de chaleur ». Sans compter la bataille syndicale à mener sur l'aménagement des conditions de travail en cas de canicule.

Des inégalités qui rendent encore plus urgente la nécessaire bifurcation écologique et sociale.

## **L'école du tri social**

Concernant l'école, Président et ministre rivalisent d'annonces médiatiques mêlant mesures néo-libérales et poncifs conservateurs-réactionnaires pour les habiller, dans une logique de tri social qui dépasse la seule réforme de la voie professionnelle. En instrumentalisant la laïcité avec l'interdiction de l'abaya et du qamis pour essayer, sans succès, de camoufler les véritables problèmes rencontrés par le service public d'éducation, le pouvoir reprend à son compte un discours islamophobe, discriminant et sexiste en s'en prenant aux filles des milieux populaires. Cette décision, loin d'être anodine et emplie d'arrière-pensées politiciennes, s'intègre dans une offensive raciste et xénophobe plus générale contre une partie de la population « musulmane » ou considérée comme telle.

Dans ce même contexte de montée des idées de l'extrême-droite et d'offensive des courants intégristes religieux, les nouvelles orientations en discussion pour l'éducation à la sexualité pourraient compromettre le nécessaire travail à

l'égalité entre les sexes, les genres et les orientations sexuelles.

Plus largement, les pans du projet scolaire réaffirmés à cette rentrée, entre le recrutement et la formation des enseignant-es, l'expérimentation de tenue scolaire, le pilotage par les évaluations, le recrutement accru de contractuel-les, des mesures en trompe l'œil pour les AESH en grève le 3 octobre, l'obsession de « fondamentaux » pourtant déjà surreprésentés... sont de nature à creuser encore davantage les inégalités scolaires corrélées aux inégalités sociales, pourtant déjà béantes. Par ailleurs, elles ne règlent en rien les questions liées à la crise de recrutement : salaires bas, conditions de travail dégradées et éloignement du sens du métier découragent les futur-es enseignant-es et démotivent celles et ceux qui sont en poste.

### **Réinventer les services publics**

Dans l'ensemble des services publics, les conditions de travail se dégradent. Dans la territoriale, la prime « pouvoir d'achat » est tributaire du bon vouloir des collectivités creusant ainsi les inégalités salariales. Les privatisations de services publics de proximité continuent malgré les scandales comme les EPHAD ou les crèches faisant fi des besoins des usagers-es comme le dénonce le collectif "Pas de bébés à la consigne" dans son appel à la grève du 19 octobre.

Pour se projeter dans les services publics de demain, la nécessité de partir des besoins de la population et de leurs évolutions, développée par le rapport du collectif « nos services publics », permet d'inverser la logique dominante. L'écart entre les besoins et les moyens est ainsi objectivé tout comme ses conséquences qui conduisent notamment à une aggravation des inégalités, une place croissante du secteur privé et une forme de rupture entre la population et les agent-es du service public. En s'appuyant sur ce rapport avec ses partenaires syndicaux et associatifs, la FSU pourrait initier dans le contexte du budget en préparation une campagne large de longue haleine autour d'un financement et d'attribution de moyens aux

services publics en fonction des besoins des usagers et usagères.

### **Prolonger la dynamique « retraites »**

L'hiver et le printemps dernier, le mouvement contre la réforme des retraites a remis la question du partage des richesses au centre. Même si le syndicalisme n'a pas réussi à faire reculer un pouvoir il l'a encore affaibli politiquement. Sa victoire morale, son regain et le soutien massif de la population permettent de poursuivre la dynamique de ce mouvement. Notamment sur la question des salaires et de l'austérité ainsi que des conséquences de l'inflation. Toutefois, passer d'une lutte défensive identifiée fortement par le refus du recul de l'âge à une lutte offensive exigeant un tout autre partage des richesses produites, sans revendication marquante et rassembleuse à ce jour, ne sera pas « évident ». Cet enjeu majeur pour le syndicalisme est néanmoins atteignable en s'appuyant sur les acquis du mouvement avec évidemment l'unité syndicale et en travaillant ses limites, entre autres le lien au politique et la construction d'un rapport de force indiscutable obligeant le pouvoir à céder. Il y a une forme de nécessité, au cœur du champ du syndicalisme, à montrer que nous pouvons reconquérir une répartition de la richesse produite en faveur des salarié-es.

Il s'agit tout d'abord de s'emparer de la mobilisation du 13 octobre qui marquera la rentrée sociale et d'y engager dans la grève un maximum de salarié-es, notamment dans la fonction publique. Une mobilisation contre les conséquences de l'inflation à poursuivre dans les différents secteurs professionnels mais également à élargir en l'ouvrant à l'ensemble du mouvement social et politique. Il faut en faire un des axes essentiels de l'action syndicale pour que les salarié-es perçoivent notre détermination à imposer ce sujet et à obtenir de l'État et du patronat des mesures d'ampleur pour les salaires, l'emploi, l'attractivité des métiers et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

**L'urgence d'une redistribution des richesses, l'urgence écologique d'un monde fini, l'urgence de contrer la perspective d'une accession fasciste au pouvoir... obligent à imaginer des cadres larges, englobant le syndicalisme, les associations, les collectifs et les partis politiques progressistes pour permettre un autre horizon conjuguant égalité sociale, féminisme et écologie.**

## **Se mobiliser pour l'avortement**

Le 28 septembre est la journée internationale pour le droit à l'avortement.

Il y a un an, la Cour suprême des Etats-Unis attaquait le droit à l'avortement. En Europe, Malte et Andorre l'interdisent encore complètement. En Pologne et en Hongrie, les restrictions sont telles qu'elles équivalent quasiment à une interdiction. En France, l'accès à ce droit n'est toujours pas effectif du fait de l'insuffisance des structures et de personnels formés. Pour toutes ces raisons, il est important que la FSU participe activement aux initiatives organisées pour le 28 septembre, pour manifester sa solidarité avec toutes les femmes du monde et revendiquer son inscription effective dans la Constitution française et dans la Charte européenne des droits fondamentaux.

---

### **RECRUTEMENT ET FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANT·ES**

## **Imposer fédéralement d'autres choix**

Depuis maintenant près de 15 ans, la formation initiale des enseignant·es a subi un train de réformes quasi-permanent qui, articulées avec une diminution dramatique des moyens alloués, ont conduit à une dégradation des conditions de formation des néo-enseignant·es et de travail des formateurs·trices. Diminution des volumes de formation, recul de la démocratie dans les instances des Iufm-Espe-Inspe, fragilisation des parcours des étudiant·es se destinant aux métiers de l'enseignement, alourdissement de la place d'un terrain envahi par une logique d'emploi en lieu et place d'une logique de formation... Par ailleurs les différentes mesures de « pré-recrutements », qui n'ont jamais rompu avec le dogme d'une rémunération contre travail dans les écoles et établissements scolaires et qui n'ont jamais fait le plein, ont fait la preuve de leur inanité pour traiter d'une crise structurelle d'attractivité.

Les annonces de Macron sur la nouvelle réforme de la formation initiale (une formation dès l'après-bac, professionnalisante, et un retour à un système s'apparentant à celui des écoles normales) porte en germes une nouvelle dégradation des conditions de formation des enseignant·es, renforçant la prolétarianisation des métiers de l'enseignement et impactant les carrières. Les premiers échanges avec le ministère ne permettent pas encore de cerner précisément le projet, mais laissent entrevoir le recours à des dispositifs que la FSU a caractérisé négativement. À l'heure d'une crise de recrutement devenue systémique et d'une dégradation des métiers de l'enseignement, c'est d'une rupture avec les politiques menées ces dernières années dont nous avons besoin.

L'enjeu est d'importance et les discussions avec le ministère peuvent potentiellement remettre sur le tapis les thèmes qui ont nécessité un long travail fédéral pour arriver à des synthèses (place du concours, contenus et architecture de formation, décrochage...). Pour éviter les pièges ministériels visant à amoindrir la parole de la FSU sur le sujet, il nous faut travailler le plus fédéralement et le plus collectivement possible. C'est un gage de qualité dans le nécessaire contre-bilan des réformes passées à opposer au gouvernement. C'est aussi l'assurance d'identifier ensemble toutes les conséquences néfastes pour les métiers de l'enseignement de cette nouvelle réforme. Le groupe FDE, le secteur éducatif de la FSU, ainsi que les instances délibératives fédérales sont des espaces qui peuvent contribuer, avec les syndicats nationaux, à élaborer une parole forte et une stratégie de réponses au ministère à même d'imposer d'autres choix.